

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU CALVADOS
8, Avenue du Six-Juin - CS 20001 - 14023 CAEN CEDEX 9

CONSULTATION SELON PROCEDURE ADAPTEE
(en application de l'article 27 du décret n°2016-360
du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics)

**Fabrication de mobilier sur mesure pour l'accueil CAF
du Calvados - au 19 avenue du 6 juin
14000 CAEN**



ADRESSE DES TRAVAUX :
CAF du Calvados
19 avenue du 6 Juin
14000 CAEN

**CAHIERS DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Marché n° PA 02/2025

Date limite de remise des offres : **Lundi 15 septembre 2025 – 12 heures.**

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 - Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'Allocations Familiales du Calvados, pouvoir adjudicateur, représentée par sa Directrice, Mme HARLEY Myriam ou son représentant,
- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché, désigné dans le CCP par l'expression « le Titulaire ».

Le comptable assignataire, est directeur comptable et financier de l'Organisme de la Caisse d'Allocations Familiales du Calvados.

Article 2 – Objet du marché

Le marché porte sur la fabrication et l'aménagement de plusieurs mobiliers sur mesure pour le nouvel accueil CAF du Calvados, qui se situera au 19 avenue du 6 juin, 14000 Caen.

Les travaux se décomposent comme suit :

Lot n° 1 – Mobilier sur mesure et traitement acoustique.

Article 3 – Nature du marché

Le présent marché est un marché de travaux régi par le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 8 septembre 2009.

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande publique :

Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18 (procédure adaptée)

Article 4 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus,

- l'offre du titulaire notamment l'offre technique
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 5 – Durée du marché et délai d'exécution

La durée du marché prévue est de 10 mois à compter de sa notification.

Le délai d'exécution est de 5 mois, incluant une période de préparation de 8 semaines.

L'exécution du marché commencera à partir de la date de commande à l'entreprise qui est prévue sur septembre 2025.

Il est porté à la connaissance des entrepreneurs, que l'intervention sur le chantier sera prévue du 22 septembre 2025 au 4 février 2026.

La réception se fera le mercredi 4 février 2026.

Les levées des réserves éventuelles seront prévues sur le mois de février 2026 uniquement avant l'ouverture de l'accueil début mars.

Une pré-réception sera organisée une semaine avant la réception, pour permettre aux entreprises de reprendre des travaux en vue de la réception.

Aucun retard sur la réception et l'ouverture de l'accueil ne seront admise, par conséquence des pénalités seront appliquées suivant l'article 9.

Article 6 – Lieu d'exécution

Les prestations attendues seront exécutées dans les nouveaux locaux situé au 19 avenue du 6 juin, et 16 rue de l'Engannerie à 14000 CAEN.

Article 7 – Utilisation de la langue française

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent marché se déroulent en français. Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française.

Article 8 – Prix

8.1 Contenu du prix

Les prix sont globaux et forfaitaires,

Les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ils comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- les frais de livraison, de conditionnement, d'assurance ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire ainsi que les frais d'organisation matérielle.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

8.2 Actualisation du prix

Les prix sont actualisables une seule fois si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. Cette date correspond au mois référence.

Le mois d'établissement des prix Mo est le mois correspondant à la date limite de réception des offres.

Dans ce cas, les prix des marchés de chacun des lots concernés seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Pour le présent marché, il sera fait application à l'ensemble des lots de la formule d'actualisation suivante :

$$\text{Pactualisé} = \text{Pinitial} \times (I(m-3)/Im0)$$

Où :

I = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux

I (m-3) = valeur de l'index du mois antérieur de 3 mois au mois m du début d'exécution des travaux

Im0 = valeur de l'index du mois m0 (mois au cours duquel a été signé l'acte d'engagement par l'entreprise).

Les formules de variation sont établies en INDEX NATIONAUX DE PRIX DE BÂTIMENT.

| Lot | index de référence |
|--|-------------------------|
| Lot n° 1 – Mobilier sur mesure et traitement acoustique. | BT 01 Tous corps d'état |

En application de l'article 11.4 du CCAG Travaux, le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

8.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

8.4 Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 Retenue de garantie

Conformément aux articles R.2191-32 et suivants du Code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires

sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Article 9 – Pénalités

- Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.
- Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.
- Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.
- Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

-L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

-Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.1 Pénalités de retard pendant l'exécution du marché

En raison de l'importance de respecter les délais pour l'opération objet du marché, il sera appliqué une pénalité de retard d'un montant de 150 euros par jour calendaire de retard. Les retards seront constatés au regard des délais d'exécution des prestations fixés dans le planning.

Ces pénalités de retards seront plafonnées à 15 % du montant du marché.

9.2 Pénalités de retard pour les levées de réserves

Si le titulaire n'a pas remédié aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves dûment notifiées après la réception formalisée, des pénalités d'un montant de 150 euros par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la levée des réserves.

Un montant de 2000€ maximum sera appliqué.

Passé 30 jours après la réception formalisée des travaux, si le titulaire du marché n'a pas levé les réserves, la CAF du Calvados effectuera une retenue sur le marché.

Cette retenue correspondra :

- Aux travaux non réalisés dûment notifiés sur le PV de réception.
- Aux pénalités dues sur l'ensemble des retards dans l'exécution du marché et la reprise de réserves.

9.3 Pénalités pour absence de transmission des documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié

En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, il sera appliqué une pénalité de 20 € par jour de retard à compter de la date effective du détachement.

9.4 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 0,5% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 50 % de la valeur des prestations.

Article 10 – Facturation

Les prestations seront réglées par la CAF du CALVADOS – Service Gestion mobilière et Immobilière – 8 avenue du six juin – cs 20001- 14023 CAEN CEDEX 9.

Toutes les pièces afférentes au paiement sont établies en deux originaux portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- intitulé et numéro du compte bancaire ou postal à créditer,
- date et numéro du marché et de chaque avenant éventuel,
- prestation exécutée ou livrée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement ajustée ou remise à jour,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises.
- Le numéro d'enregistrement du marché.

Article 11 – Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise

principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par la personne publique. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la personne publique au titulaire du marché.

Article 12 – Lutte contre le travail dissimulé

12.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D. 8222-5 du Code du travail, l'organisme coordonnateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

-Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D.8222-5-1° du code du travail) ;

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D. 8222-7 du Code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifié conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

12.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

A) En cas de non remise des documents mentionnés à l'article 13-1 ;

B) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent **de contrôle auprès de l'organisme coordonnateur** ;

L'organisme coordonnateur peut soit :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5 % du montant exécuté du marché qui ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail ;

- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas A), une mise en demeure est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de

réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. À défaut de fourniture des documents, la personne prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation ou applique les pénalités.

Dans le cas B), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du Code du travail.

Article 13 – Obligations dans le cas de salariés étrangers

Conformément à l'article L.82251-1 et L.8254-1 du Code du travail, le titulaire doit remettre tous les six mois la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non remise de la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, l'organisme coordonnateur peut résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Une mise en demeure sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. À défaut de fourniture des documents, la personne prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation.

Article 14 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement dans la situation du titulaire doit être porté à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc), il convient d'établir un avenant de transfert entre la personne publique et le nouveau titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché.

Article 15 – Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les

franchises.

- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise, par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à 12 mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

Article 16 – Résiliation

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

16.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité :

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

16.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L 620 et suivants du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

16.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- b) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- c) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

16.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 28-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte

Article 17 – Litiges et attribution de juridiction

Le présent marché est soumis au Droit français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG travaux.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la juridiction compétente sera le Tribunal de Grande Instance de Rennes.

* * *

DESCRIPTIF TECHNIQUE

CHAPITRE 0 – GENERALITES

0.1 Introduction

La CAF du Calvados projette de délocaliser son accueil prestation du 8 avenue du 6 juin, vers le 19 avenue du 6 Juin.

0.2 Consistance des travaux

Les travaux concernent l'ouverture d'un nouvel accueil prestation pour la CAF du Calvados.

L'accueil actuel de catégorie ERP W5, situé au 8 av. du 6 juin représente 246.81 m², et comporte :
Au rez-de-chaussée.

- Un sas d'entrée de 5.87m²
- Un hall de 63.49m² où s'effectue un pré-accueil des allocataires et un libre-service.
- 2 bureaux d'accueil PMR de 12.41 et 10.86 m².

A l'étage.

- Un bureau superviseur de l'accueil de 11.42m².
- Une salle d'attente de 9.30m².
- Un espace libre-service de 38.40m².
- Une zone d'accueil pour les rendez-vous de 54.88m².
- Une circulation de 40.18m².

Les nouveaux locaux seront loués.

L'immeuble actuel de 6 étages est composé de logements, et d'un rez-de-chaussée.

Celui-ci comporte un garage, un hall d'accès aux logements, des locaux techniques et d'un espace commercial que nous transformerons pour notre accueil allocataire en ERP et pour des bureaux de travail.

La surface de plancher allouée à l'accueil et les bureaux, est de 412.38m². Plus une partie extérieure de 84.64m² sera également louée.

Les nouveaux locaux seront classés ERP W 5ème catégorie.

Le mode de fonctionnement des nouveaux locaux d'accueil sera le suivant.

- Entrée/sortie des allocataires avenue du 6 juin.
- Bureau d'accueil pour orientation des allocataires vers les différents espaces de rendez-vous ou libres services.
- Une zone d'accueil de 295m² comprenant :
 - Un espace libre service autonome.
 - Une zone d'attente pour les allocataires avec rendez-vous programmé dans les box d'accueil.
 - Une zone d'attente pour accompagnement libre-service en vis-à-vis avec un agent CAF.
 - Un espace libre-service accompagné avec un agent CAF.
 - 2 box d'accueil partenaires ou services CAF. (rdv sur rendez-vous)
 - 1 bureau superviseur.
 - 4 boxes d'accueil pour rendez-vous programmés avec agent d'accueil CAF.
- Une zone bac office comprenant :
 - Un espace OSA avec 12 bureaux pour 18 agents CAF (Offre de service à l'allocataire)

- Une salle de pause et convivialité, plus un espace détente extérieur.
- WC agent CAF.
- Sas et vestiaire pour l'entrée/sortie des agents CAF et sortie de secours rue de l'Engannerie.

0.3 Situation des chantiers

Les travaux seront à effectuer sur le site :

19 avenue du 6 juin et 16 rue de l'Engannerie
14000 CAEN

0.4 Documents et normes à respecter

L'entrepreneur devra respecter les normes et règlements généraux propres à chaque corps d'état utilisé habituellement pour la construction de bâtiments publics, en vigueur à la date de la remise des offres, en particulier toutes les normes et D.T.U, étudiées par le C.S.T.B., Norme Française (A.F.N.O.R.), le recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution du projet.

Ainsi chaque ouvrage devra justifier de performances conformes à la norme NF EN 14351-1. Le marquage CE devra être visible et est obligatoire.

En outre l'entreprise devra respecter scrupuleusement les normes et règlements applicables au titre du classement de l'établissement.

0.5 Matériaux utilisés – noms de marques

Les entreprises seront tenues de respecter les matériaux ou produits indiqués au descriptif.

Les produits et matériaux mentionnés dans le présent CCP sont souhaités par l'acheteur; cependant les candidats sont autorisés à proposer des produits et matériaux « équivalents » à ceux mentionnés, à condition qu'ils soient de qualité équivalente ou supérieure aux souhaits de l'acheteur et qu'ils permettent une comptabilité parfaite avec les installations existantes.

Le soumissionnaire à obligation de produire les fiches des matériaux et matériels mis en place dès l'envoi de son dossier de proposition de prix. Les produits ainsi proposés et validés par le maître d'ouvrage s'imposent lors de la réalisation.

Tout matériau ou procédé non traditionnel au regard des D.T.U. devra faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. et être couvert par une assurance garantissant le Maître d'Ouvrage.

0.6 Vérification des documents

Les plans fournis dans le Dossier de Consultation des Entreprises sont fournis à titre indicatif. Avant toute exécution, le titulaire devra vérifier toutes les cotes des plans fournis par la CAF (plans du marché ou plans remis en cours de chantier).

Il signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qui pourraient exister.

Aucun travail supplémentaire, ni aucun travail refait à la suite d'erreurs ne fera, en conséquence, l'objet d'un supplément de prix.

Tous les détails d'exécution seront soumis obligatoirement au Maître d'Ouvrage avant mise en œuvre.

0.7 Protection des ouvrages

Il appartient aux entreprises d'assurer la protection et la surveillance des travaux ou installations et d'exécuter toute réfection nécessaire pour une parfaite présentation lors de la réception.

0.8 Obligations générales des entreprises

L'entrepreneur sera tenu responsable pour tous les incidents causés par son personnel et son matériel.

Les entreprises remettront au Maître d'Ouvrage au plus tard deux semaines après la livraison et avant la facturation les éléments suivants :

- 2 exemplaires des DOE,
- La fourniture des plans d'exécution cotés, au format papier et électronique
- La fourniture des plans techniques, notice d'entretien des matériels installés, au format papier et électronique
- La fourniture des PV et notices de mise en œuvre des matériels,
- Les notices d'entretien

Les entreprises devront se soumettre aux points suivants :

- La remise en état en fin de travaux,

0.9 Organisation du chantier

0.9.1 Généralités

L'ensemble des travaux et installations lié à la préparation du chantier sera dû par l'entreprise titulaire du Lot n° 1 installation de chantier, doublages, cloisons sèches, plâtreries, menuiseries, sauf spécification contraire.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir l'eau et l'électricité aux entreprises dans des quantités raisonnables.

Voirie et accès au chantier

L'accès au chantier se fera par l'avenue du 6 juin.

Les matériels et matériaux devront transiter par l'accès rue de l'Engannerie.

Le lot 1 a à sa charge l'installation et enlèvement en fin de chantier d'une benne.

L'installation sera à prévoir rue de l'Engannerie. Elle sera conforme au PGC joint à ce descriptif.

L'entreprise adjudicataire du présent marché de fabrication de mobilier, intégrera le marché des travaux et les entreprises déjà en place.

Pour information, les lots suivants sont attribués suivant un marché différent :

Lot n° 1 – Installation de chantier, doublages cloisons sèches, plâtreries, menuiseries.

Lot n° 2 – Menuiseries aluminium, portes automatiques et rideaux métallique.

Lot n° 3 – Faux plafond.

Lot n° 4 – Cloisons modulaires et menuiseries.

Lot n° 5 – Électricité, courants faibles, sécurité incendie. Informatique et chauffage. (Voir CCTP BET Constructif joint)

Lot n° 6 – Ventilation sanitaire et confort.

(Voir CCTP BET Constructif joint)

Lot n° 7 – Plomberie, sanitaires.

Lot n° 8 – Revêtements de sol PVC.

Lot n° 9 – Revêtements de carrelage et faïence.

Lot n° 10 – Revêtements de mur, peinture.

0.9.2 Planning

Les travaux débutent le 1^{er} septembre 2025.

L'entreprise qui sera sélectionnée pour ce marché, devra intégrer l'équipe en place et participer aux rendez-vous de chantier qui seront programmés tout le jeudi de 10h00 à 12h00.

Le planning des travaux est joint à la consultation.

La conception et fabrication des mobiliers sont prévues de septembre à décembre 2025.

L'installation des mobiliers est prévue de décembre 2025 à janvier 2026.

La réception de chantier sera le mercredi 4 février 2026

La CAF du Calvados, prévoit l'attribution de ce marché sur les semaines 38 ou 39.

Avant le démarrage des travaux, et juste après la commande, un rendez-vous de chantier sera planifié avec le titulaire du marché pour formaliser les plans de préventions et préparer la mise en place du chantier en coordination avec les autres lots.

Ce rendez-vous de chantier sera obligatoire et organisé par le service des travaux de la CAF du Calvados.

Tout retard sur le planning devra être rattrapé, faute de quoi il entraînera des pénalités financières.

La coordination du chantier se fera avec un SPS et un contrôleur technique.

0.9.3 Organisation de l'équipe technique

Mise en place de l'équipe technique

Durant la totalité du marché, le maître d'ouvrage sera accompagné d'un architecte pour la conception des mobiliers et de l'acoustique et d'un BET pour le suivi du chantier.

Coordonnées des entreprises :

Architecte:

TRAMA ARCHITECTURE

41 avenue du 6 juin.14000 Caen

Responsable : Mme Deschepper Mathilde. 06.86.51.69.27

Mail : mathilde@trama-architecture.fr

Bureau d'étude technique :

CONSTRUCTIF

ZAC Porte de la Suisse Normande

7, Allée de Cindais

14320 Saint André sur Orne

Responsables :

M. Allaire Stanislas. 02.31.54.09.79 - 06.79.82.33.64

M. Cadran. 02.31.54.09.79

Mail : stanallaire@constructif.net - ccadran@constructif.net

Le contrôleur technique et le SPS sont les suivant :

Contrôleur technique :

SOCOTEC

267 Rue Marie Curie - ZI de la Sphère

14202 Hérouville Saint Clair

Responsable : M. Jeanneau Eric, 06.25.57.34.86

Mail : eric.janneau@cocotec.com

Coordination sécurité protection santé :

SOCOTEC

267 Rue Marie Curie - ZI de la Sphère

14202 Hérouville Saint Clair

Responsable : M. Lemerrier Nicolas, 06.29.18.60.53

Mail : nicolas.lemerrier@socotec.com

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

Tout remplacement d'intervenant au sein de l'équipe dédiée du titulaire est soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas

échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

0.9.4 Sanitaires de chantier

Les entreprises pourront utiliser les sanitaires existants sur la zone concernée par les travaux, dans le bâtiment.

Si besoin, un état des lieux avec photos sera réalisé en présence des entreprises et du Maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

Les entreprises sont informées que des installations existantes de chantier sont présente dans le futur hall d'entrée. Ces installations serviront de locaux vestiaires et de base vie durant la première partie des travaux.

Dans un deuxième temps, les sanitaires et vestiaires, seront délocalisés sur les WC et locaux vestiaires coté espace OSA.

Ce descriptif devra être conforme aux préconisations du SPS.

0.9.5 Vestiaires

Voir article 0.9.4

0.9.7 Nettoyage du chantier et nettoyage final avant réception

Les entreprises devront le nettoyage, balayage et enlèvement de tous les gravats régulièrement. Durant le chantier chaque lot devra le nettoyage régulier des zones de travaux sans limitation.

0.9.8 Maintien de service

Les entreprises sont informées que les travaux se dérouleront dans une résidence occupée.

La pollution acoustique du chantier devra être minimisée, ainsi par exemple les postes de radio devront n'être audibles que dans le périmètre du chantier.

0.10 Garanties et réglages

Les entreprises devront une garantie de fonctionnement complète des ouvrages pendant au moins un an.

Les entreprises peuvent proposer des périodes de garanties supérieures dans leur offre.

En outre, les attributaires devront obligatoirement venir vérifier et réaliser une mise en jeux des ouvrages au terme de l'année de parfait achèvement.

* * *

CHAPITRE 1 – LIMITES DE LA PRESTATION

PRESTATIONS DUES A TOUS LES LOTS

La prestation des titulaires comprendra :

- Réunion en vue de l'élaboration d'un plan de prévention.
- Les études et plans de détails si nécessaire.
- Les fournitures, transports, chargements, déchargements, stockage et distribution sur le chantier.
- La mise en œuvre y compris tous travaux accessoires.
- La protection de ses ouvrages et des abords et ce jusqu'à la réception.
- Le nettoyage en cours et fin de chantier y compris enlèvement des gravats aux décharges publiques.

Le prix global indiqué par l'entrepreneur comprendra les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, les essais, la réfection éventuelle des ouvrages défectueux constatés en cours d'exécution ou lors de la réception.

* * *

CHAPITRE 2 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1 Connaissance du projet

Le descriptif et les plans ont pour but de renseigner les entreprises sur la nature des travaux à réaliser. Toutefois, il est spécifié que les plans et descriptions n'ont aucun caractère limitatif et que l'entrepreneur en sa qualité de spécialiste devra sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires à un achèvement complet des ouvrages.

L'entreprise titulaire du marché, devra la conception, les études de l'ensemble des mobiliers et éléments acoustiques en coordination avec le lot électrique et les services CAF informatique et immobilière.

Chaque plan de fabrications, d'exécutions ou documents sera visé et validé par le maître d'ouvrage.

Il ne pourra prendre argument d'erreur ou d'omission aux plans ou au CCP pour se dispenser d'exécuter un travail de son ressort ou pour solliciter un supplément à son prix forfaitaire.

Tous les ouvrages non traditionnels devront faire l'objet d'un avis technique couvert par les assurances.

2.2 Responsabilité en cours de travaux

L'entrepreneur a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements de ses travaux. Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception des ouvrages. Cette responsabilité porte sur tous les dégâts que pourraient subir les ouvrages pendant qu'il en a la charge et qu'elle qu'en soit la cause.

* * *

CHAPITRE 3 – Lot n° 1 – MOBLIER SUR MESURE ET TRAITEMENT ACOUSTIQUE

3.1 Généralités

Le présent descriptif a pour but de renseigner les titulaires du présent lot. Cependant, le titulaire devra la conception, la fabrication, la fourniture et pose des ouvrages décrits dans ce lot.

Les entreprises devront le chiffrage des agencements ci-dessous suivant les plans joints de l'architecte Trama Architecture.

Elles devront donner les documentations techniques et commerciales avec leurs offres.

La réalisation sera exécutée après élaboration des plans de détails par l'entreprise en s'inspirant du détail joint qui sera obligatoirement validé par le maître d'ouvrage.

L'entreprise devra prendre toutes les cotes avant la conception et fabrication des agencements qui suivent. Elle devra se coordonner avec le lot 1 Cloison placo, qui donnera les réservations pour l'intégration des meubles et le lot 5 électricité pour les passages des gaines et câbles électriques.

L'entreprise devra donner avec son chiffrage la composition des panneaux stratifiés qu'elle emploiera pour la conception de l'ensemble des mobiliers décrit ci-dessous. Elle devra donner les épaisseurs des pieds, corps, plateaux, voile de fond etc... avec son chiffrage.

3.2 Meuble A libre-service

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'un poste de travail suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Alimentation électrique par le sol.
- Stratifié chêne clair pour le plateau, pieds et contreventement.
- Panneaux acoustiques pour les séparations hautes.
- Passages de câbles en goulottes sous le plateau et le long des pieds.
- Pose de trappes pour accès aux prises sous les plateaux.

- Prévoir passe-câbles.

3.3 Meuble B numérique sur rendez-vous

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'un meuble de rendez-vous pour 3 personnes suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Alimentation électrique par le plafond et le mur suivant lot 5 électricité.
- Stratifié chêne clair pour le plateau, pieds et contreventement.
- Panneaux acoustiques pour les séparations hautes.
- Passages de câbles en goulottes sous le plateau.
- Voiles de fond sous les postes.
- Créations étagères x3.
- Création porte à battant H=80cm et l = 83cm avec verrou.
- Prévoir passe-câbles.

3.4 Meuble C table haute espace d'attente

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'une table haute suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Alimentation électrique par le sol.
- Stratifié chêne clair pour le plateau
- Panneaux acoustiques en recouvrement du pied et de la séparation haute.
- Passages de câbles dans le pied de meuble, alim depuis le sol.

3.5 Meuble D point vigile

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'un meuble suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Stratifié chêne clair pour le plateau.
- Roulettes - prévoir 2 avec freins.
- Tiroir avec serrure.

3.6 Meuble E bureaux espace rendez-vous x4

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de 4 bureaux suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

Cotes définitives à prendre à la suite de la pose des cloisons modulaires : longueur des bureaux variant de 206 à 225cm.

- Tiroir avec serrure.
- Stratifié chêne clair pour le plateau, le fond ainsi que la partie étagère et tiroirs.
- 1 étagère et 2 tiroirs.
- Prises sous le plateau côté agent, sur goulotte le long du voile de fond.
- Voile de fond.

3.7 Meuble F plots entrée

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de 6 cubes dans la zone d'accueil suivant descriptif et plan joint.

Ces cubes serviront à la fois de séparation et d'assises.

Les cubes doivent être assez lourds pour être difficilement déplaçables.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Stratifié couleur unie.
- Ossature OSB avec contreventement intérieur.
- 4 cubes couleur A.
- 2 cubes couleur B.

3.8 Meuble G banques d'accueil

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'une banque d'accueil dans la zone d'accueil suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Création d'une banque d'accueil en stratifié chêne clair.
- Meuble sur roulette - y compris roulettes avec freins.
- Compris espace accueil PMR.
- Compris espace avec étagères.

3.9 Meuble H bureau S1 S2

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de 2 bureaux suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Création de bureaux x2 pour boxes S1 S2.
- Plateau et rangement en stratifié chêne clair.
- Bureaux en miroir.
- Passages électriques dans goulotte sous le plateau.
- Compris espace rangement avec une étagère et tiroir à serrure.
- Compris pieds blancs.

3.10 Meuble I bureau double

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'un bureau pour 2 personnes suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Plateau et rangement en stratifié chêne clair.
- Bureaux en miroir.
- Passages électriques dans goulotte sous le plateau.
- Compris espace rangement avec une étagère et tiroir à serrure.
- Compris pieds blancs.

3.11 Meuble J Armoires x2

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de 2 armoires suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Création de rangements type armoire : x2
- Compris serrures et étagères.
- Réalisation en stratifié chêne clair.
- Rangements avec deux battants.

3.12 Meuble K banquette

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'une banquette pour la cuisinette suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Création d'un assise type banquette.
- Réalisation en stratifié chêne clair
- Compris coussin en tissus pour l'assise.
- Compris décroché si présence d'un coffrage dans l'angle des cloisons.
- Prise de côte finale à faire sur site après pose des doublages.

3.13 Meuble L cuisine

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose d'un ensemble de meuble pour la cuisinette suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Réalisation d'une cuisine avec meubles hauts et bas.
- Compris plan de travail stratifié et crédence stratifiée H=30cm.
- Compris découpes évier et prises en crédence.
- Compris frigos bas x2 encastrables.
- Compris poignées de portes.

Choix des finitions, à proposer à la maîtrise d'ouvrage.

Les entreprises devront prévoir deux variantes dans leurs offres :

Variante A :

Linéaire de 4 modules 60*60cm.

Variante B :

Linéaire avec 3 modules 60*60cm et 1 module 60*40cm.

3.14 Meuble M claustra

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de claustra suivant descriptif et plan joint.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Composition :

- Réalisation de claustras en bois peints en blanc.
- Compris remplissage triangulaire bois – pose aléatoire.
- Fixation en parties basses et hautes sur dalles et plafonds.
- Section de bois à définir avec l'entreprise pour s'assurer de la bonne rigidité de la structure - éviter les déformations.
- Panneaux toute hauteur.
- 2x grands claustras.

- 2x petits claustras.

3.15 Vagues Acoustiques

L'entreprise devra la conception, la fourniture et pose de vagues acoustiques suivant descriptif et plan joint.

Ces éléments seront à chiffrer en option.

En fonction des hauteurs de faux plafond qui seront installée par le lot 3 faux plafond, le maître d'ouvrage passera commande de ces vagues acoustiques seulement si les hauteurs le permettront.

L'entreprise devra toutes suggestions non décrites ci-dessous.

Caractéristiques :

Les panneaux pourront être fixés ou suspendus au système de faux plafonds.

Epaisseur à définir. Hauteur max 20cm et minimum 5cm.

Fournisseurs et marques possibles :

- Turf _ freeforms _ acoustic ceiling baffle
- Ecophon _ baffle wave
- Impact Acoustic _ ceiling baffle wave

* * *